

La Chambre des Communes s'oppose à la livraison d'armes aux « rebelles » en Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE | 17 JUILLET 2013

ENGLISH



La Commission de surveillance parlementaire des services secrets britanniques a rendu son rapport annuel, le 10 juillet 2013.

Elle écrit : « *Les agences et le Centre d'analyse antiterroriste (JTAC) évaluent que des éléments d'Al-Qaïda et des djihadistes à titre individuel combattant en Syrie représentent actuellement la menace terroriste la plus inquiétante pour le Royaume-Uni et l'Occident. Il existe un risque provenant d'éléments extrémistes en Syrie qui, profitant de l'environnement favorable, pourraient élaborer des plans d'attaque externes, y compris contre des cibles occidentales. Un grand nombre d'individus radicalisés ont été attirés par ce pays, y compris un nombre important provenant du Royaume-Uni et de l'Europe en général. Ils sont susceptibles d'acquérir une expertise et une expérience qui pourrait accroître de manière significative la menace quand ils rentrent chez eux. En outre, il est à craindre des groupes extrémistes en Syrie le risque que représente l'accès aux stocks d'armes chimiques du régime* ». [1]

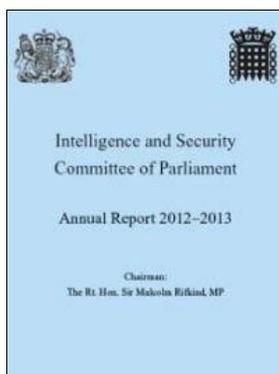
Sur ce, la Chambre des Communes a adopté, par 114 voix contre

1, une motion, déposée par le conservateur John Baron [photo], précisant qu'« *aucun support létal ne pouvait être dispensé aux forces anti-gouvernementales en Syrie sans accord explicite préalable du Parlement* » [2].

Répondant indirectement aux députés, le ministre des Affaires étrangères, William Hague, a informé le Parlement par écrit qu'il envoyait aux rebelles du matériel de protection face aux gaz de combats pour 656 800 livres (soit environ 750 000 euros) [3].

La décision de la Chambre des Communes correspond à une décision identique du Congrès des États-Unis [4]. Celle de M. Hague ressort plutôt de la communication politique.

Documents joints



Intelligence and Security Committee of Parliament, Annual Report 2012-2013
(PDF – 1.8 Mo)

[1] *“The Agencies and JTAC assess that Al-Qaeda elements and individual jihadists in Syria currently represent the most worrying emerging terrorist threat to the UK and the West. There is a risk of extremist elements in Syria taking advantage of the permissive environment to develop external attack plans, including against Western targets. Large numbers of radicalised individuals have been attracted to the country, including significant numbers from the UK and Europe. They are likely to acquire expertise and experience which could significantly increase the threat posed when they return home. Furthermore, there is growing concern about the risks around extremist groups in Syria gaining access to regime stocks of chemical weapons.”*

[2] *“No lethal support should be provided to anti-government forces in Syria without the explicit prior consent of Parliament.”*

[3] « **Statement to Parliament on the provision of chemical weapons protective equipment to the Syrian Opposition** », William Hague, Foreign and Commonwealth Office, 16 juillet 2013.

[4] « **Le Congrès s'oppose à la livraison d'armes aux "rebelles" en Syrie** », Réseau Voltaire, 29 juin 2013.

Source : « La Chambre des Communes s'oppose à la livraison d'armes aux « rebelles » en Syrie », Réseau Voltaire, 17 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179459.html